

Document

Un plan de relance au Japon financé par la dette (10.04)

Reuters – 09.04

Le Parti libéral-démocrate (PLD), au pouvoir au Japon, a dévoilé les grandes lignes d'un nouveau plan de relance record de 15.400 milliards de yens (116 milliards d'euros), soit 3,1% du produit intérieur brut (PIB), qui sera vraisemblablement principalement financé par la dette.

Ce nouveau plan de relance, qui doit être officiellement présenté vendredi par le gouvernement, nécessitera probablement l'émission de 10.000 à 11.000 milliards de yens (75,5-83 milliards d'euros) d'obligations, a prévenu le porte-parole du gouvernement.

Il vient s'ajouter aux 12.000 milliards de yens déjà débloqués par le gouvernement dans le cadre de précédentes mesures de relance, ce qui porte le total de l'effort engagé pour relancer l'économie à environ 5,5% du PIB.

Le gouvernement pourrait devoir émettre un montant record de 44.000 milliards de yens de nouvelles obligations pour l'exercice qui s'achèvera en mars 2010.

Avec une élection qui s'annonce serrée dans quelques mois, l'exécutif est sous pression pour sortir le pays de la plus grave récession depuis la Seconde Guerre mondiale. Sous le coup de la chute des exportations et de leurs bénéficiaires, les entreprises ont réduit fortement leur production et ont sabré dans leurs effectifs.

Le nouveau plan de relance, d'une ampleur sans précédent dans l'histoire du pays, prévoit notamment des prêts supplémentaires pour les entreprises de taille moyenne et des subventions pour les panneaux solaires et les voitures propres, a précisé le PLD.

Des économistes ont prévenu que l'effort financier sans précédent du gouvernement japonais serait lourd de conséquences à moyen terme.

"Il semble contenir des mesures temporaires pour encourager la demande mais il ne prévoit rien pour augmenter la production du côté de l'offre", estime Masamichi Adachi, économiste à JPMorgan.

OBSTACLE AU PARLEMENT ?

"Cela pourrait soutenir le PIB pendant un an. Les conséquences à plus long terme sont négatives et nous accumulons un fardeau budgétaire. Les émissions d'obligations vont augmenter à partir de maintenant", ajoute-t-il.

Le plan de relance devra encore surmonter l'obstacle du Parlement, où l'opposition est majoritaire à la Chambre haute.

Le Premier ministre, Taro Aso, a déclaré jeudi que le calendrier des élections législatives dépendrait de l'attitude de l'opposition lorsque le texte arrivera devant le Parlement ce mois-ci. Certains estiment qu'il pourrait avancer la date du scrutin, programmé en octobre, si l'opposition décide de retarder son adoption.

"La politique économique est la préoccupation principale des gens", a dit le Premier ministre lors d'une conférence de presse. "La façon dont nous allons gérer cette question dépendra de la façon dont ils (l'opposition) vont agir".

Il a par ailleurs indiqué que le gouvernement comptait créer entre 1,4 et 2 millions d'emplois au cours des trois prochaines années dans le cadre d'une politique de long terme destinée à doper la croissance à l'horizon 2020.

Cette politique de long terme et le nouveau plan de relance, qui doit permettre une reprise au cours de l'exercice clos en mars 2011, se recoupent en grande partie. Ils font tous les deux la part belle au développement d'une économie propre.

La présentation des principales mesures du plan a soutenu l'indice Nikkei qui a clôturé en hausse de 3,74%, à un plus haut de trois mois. Les actions des constructeurs automobiles et des entreprises spécialisées dans les panneaux solaires ont également fait un bond.

Le rendement de l'emprunt de référence à dix ans a en revanche atteint son niveau le plus haut depuis cinq mois..

"L'émission supplémentaire d'environ 10.000 milliards de yens est désormais attendue compte tenu de l'ampleur de la relance. Sans surprise, le marché obligataire a estimé qu'il s'agissait d'une mauvaise nouvelle", dit Tetsuya Miura, stratège revenus fixes à Shinko Securities.